

**Syndicat de l'Agriculture
Réunion du Conseil national
7-9 novembre 2006
Ottawa (Ontario)**

PROCÈS-VERBAL

Participants

Exécutif national :

Yves Ducharme, président national; **Bob Kingston**, 1^{er} VPEN; **Debbie Forsythe**, 2^e VPEN; **Denis Sicard**, 3^e VPEN; **Howard Willems**, 4^e VPEN.

Vice-président(e)s régionaux(ales) :

Brenda Baergen, Nord de la Saskatchewan; **Sam Barlin**, Manitoba, Nord-Ouest de l'Ontario et Nunavut; **Michele Coe**, Sud de l'Alberta; **Ron Filteau**, Sud de la Saskatchewan; **André Grégoire**, Est du Québec; **Bob Jackson**, Ouest de la Colombie-Britannique et Yukon; **John Langs**, Nord-Est de l'Ontario; **Allan MacRae**, Ouest de l'Atlantique; **Darrell-Lee McKenzie**, Est de la Colombie-Britannique; **Glenn Miller**, Sud-Ouest de l'Ontario; **Fabian Murphy**, Est de l'Atlantique; **Barry Payne**, Est de l'Ontario, Ottawa-Gatineau; **Raphaël Tarasco**, Ouest du Québec; **Mike Vanson**, Nord de l'Alberta et Territoires du Nord-Ouest.

Directeur(rice)s :

Curt Elash, CCG; **Marianne Hladun**, PÉ; **Céline Préfontaine**, CFP et ÉFPC; **Meraiah Krebs**, CFP et ÉFPC (sup.); **Idelta Vieira**, MDN.

Personnel :

Larry Budge, agent d'administration; **Christine Gauthier** (jour 1), assistance administrative; **Jerry Kovacs**, agent fonctionnel; **Sylvia Prowse**, agente fonctionnelle; **Debbie Ramsay** (jour 1), secrétaire; **Sylvie Rochon**, agente fonctionnelle.

1. Convocation

Le Président national, Yves Ducharme, déclare la séance ouverte à 9 h.

2. Observations liminaires

Yves souhaite la bienvenue aux participant(e)s, puis présente Meraiah Krebs et Jerry Kovacs aux membres du Conseil. Il discute ensuite des réunions auxquelles il a assisté depuis la dernière séance du Conseil, principalement la Conférence pour la paix dans le monde et la Conférence sur le leadership d'AAC.

3. Adoption de l'ordre du jour

Ajout :

21 – Questions générales et réponses

➤ **P/A/A** – Préfontaine/MacRae : QUE l'ordre du jour soit adopté avec les ajouts ci-dessus.

4. Heures des séances

Heures des séances proposées :

Jour 1 :

De 9 à midi, et

De 13 h 30 à 17 h – Réunions des comités permanents

Jour 2 :

De 9 h à midi,

De 13 h 30 à 16 h 30, et

De 16 h 30 à 17 h – Q&R

Jour 3 :

De 9 h à midi, et

De 13 h à 17, ou jusqu'à ce que toutes les affaires aient été réglées.

- **P/A/A** – Miller/Langs : QUE les heures des séances proposées soient adoptées.

5. Adoption du procès-verbal de la réunion du Conseil d'avril 2006

Le procès-verbal d'**avril 2006** devrait être rectifié comme suit :

- Sylvia Prowse était absente, et
- le vote d'André Grégoire sur « l'adoption du procès-verbal » devrait être modifié pour indiquer qu'il s'est abstenu (Vote consigné n° 1) du fait qu'il n'a pas assisté aux réunions de février.

- **P/A/A** – Préfontaine/Vieira : QUE le procès-verbal de la réunion du Conseil d'avril 2006 soit adopté avec les rectifications ci-dessus.

Adopté à l'unanimité – Vote consigné n° 1

6. Suivi du procès-verbal

À propos des rapports des comités de février 2006, on fait savoir que les règlements doivent être mis à jour.

Les membres du comité posent plusieurs questions sur les communications et le site Web. Debbie fait le point sur la situation et précise que l'Exécutif a également discuté de ces questions. Elle ajoute que divers points tels que les dates des réunions, les résumés, les points à l'ordre du jour et les décisions importantes prises aux réunions de CCSP nationaux et à d'autres réunions importantes, seront dorénavant affichés sur notre site Web. Elle précise que le Comité des communications discutera de ces questions un peu plus tard dans la journée et présentera un rapport au Conseil dans la semaine.

Bob Jackson pose des questions sur l'ARAP et la mise en valeur des sections locales. À propos de l'ARAP, Howard fait le point sur la situation et précise que l'intégration des sections locales de l'ARAP en Saskatchewan est maintenant terminée. Pour ce qui est des sections de l'Alberta,

nous devons d'abord les rencontrer avant de pouvoir prendre une décision. Mike Vanson continuera d'essayer de convoquer des réunions, puis précise qu'il aimerait qu'Howard y assiste. Au sujet de l'initiative de mise en valeur des sections locales de l'Alliance, Yves fait savoir qu'il n'y a rien de nouveau à signaler en provenance du CNA.

7. Finances et communications

Ce point est renvoyé au Comité permanent des finances (voir le rapport en annexe).

8. Personnel du bureau national

Bob Kingston présente un rapport d'étape, et précise qu'en septembre l'Exécutif national a décidé de prolonger la durée d'emploi de Jerry Kovacs de six mois afin d'absorber la charge de travail. À propos de la santé et sécurité, il indique que Christine suivra son cours de niveau 2 à la fin de ce mois. Pour ce qui est des moyens d'améliorer les communications, particulièrement en ce qui a trait aux points à afficher sur notre site Web, le personnel a été prié d'envoyer l'information aux VPR et directeurs avant de l'afficher sur notre site.

9. Le point sur les employeurs

Ministère de la Défense nationale (MDN)

Idelta fait une mise à jour sur ses activités depuis la dernière réunion du Conseil. Elle indique qu'elle a été occupée par les questions touchant la fusion et la médiation à Shearwater/Halifax, Winnipeg et Kingston. Elle remercie Debbie, Céline, Sam et Denis de leur participation dans ces dossiers. À propos de la Section de Saint-Jean, en raison de la grande campagne de recrutement, l'espace est maintenant limité au point où il va falloir louer de nouveaux locaux pour la formation linguistique. Idelta et Bob Kingston indiquent tous les deux que nous allons continuer de nous pencher sur ces questions, ainsi que sur celles touchant les RH (dotation, CSP locaux) et S&S, à la prochaine réunion du Comité national de CSP.

École de la fonction publique du Canada – Commission de la fonction publique (ÉFPC-CSP)

Céline fait tout d'abord savoir qu'il s'agit de sa dernière réunion du Conseil du fait qu'elle a accepté un nouvel emploi dans le cadre du Programme d'apprentissage mixte (PAM) de l'Alliance, et que Meraiah Krebs occupera dorénavant son poste de directrice. À propos de la CFP, les transformations qui ont commencé ces cinq dernières années se poursuivent toujours, et les membres doivent se trouver un travail ailleurs; avec l'aide de l'employeur, un grand nombre se sont retrouvés à l'ÉFPC; actuellement, six membres sont en situation d'employé(e)s excédentaires au pays. Concernant l'ÉFPC, Céline mentionne un rapport semestriel du ministre Baird et les répercussions de son mandat en évolution constante. Cette situation, ajoutée au fait que les ministères peuvent choisir où les fonctionnaires iront suivre la formation linguistique, fait que l'ÉFPC a dorénavant la responsabilité de la gestion du programme plutôt que d'être un fournisseur de cours de formation linguistique. Il est précisé que les membres du Syndicat de l'Agriculture qui ont besoin d'une formation linguistique devraient s'adresser à l'ÉFPC.

Commission canadienne des grains (CCG)

Curt donne une mise à jour sur les initiatives en cours à la CCG. À propos de la question du Groupe d'exploitation unique, il fait savoir que trois options sont actuellement à l'étude : le statu quo, un groupe, ou une classification entièrement nouvelle. Il fait ensuite le point sur l'examen COMPAS, ajoutant qu'un autre rapport est actuellement entre les mains du Comité directeur qui débat de la validité de l'inspection d'arrivage. Bob Kingston précise que les efforts déployés pour avoir une réunion avec le ministre afin de discuter de questions majeures qui préoccupent nos membres (par exemple la Commission canadienne du blé, la Loi sur les grains ou encore l'examen COMPAS) n'ont pas été couronnés de succès, et ajoute que la réunion au préalable avec ses conseillers s'est avérée être une perte de temps et une grande déception. Nous allons maintenant essayer d'obtenir le soutien des critiques de l'opposition.

Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC)

Sylvie fait le point sur la situation de l'examen EG, et précise que Jerry Kovacs va prendre en charge ce portefeuille. Elle ajoute toutefois qu'elle continuera de s'occuper des griefs du Québec. Du fait qu'il n'y a pas de description de travail générique, Sylvie précise que nous sommes confrontés à la possibilité de traiter plus de 200 présentations individuelles, ce qui serait une charge énorme, c'est pourquoi nous cherchons actuellement des moyens de regrouper certaines des descriptions de travail. À propos de l'examen GL, John Langs et Glenn Miller se disent préoccupés par sa disparition apparente; toutefois, Yves précise qu'Audrey Lahaie lui a assuré lors d'une récente conversation que l'examen était toujours en cours. À propos des questions qui prévalent toujours à l'ACPM, John précise que les deux parties sont campées dans leur position et que le niveau de frustration est très élevé. À propos du Programme canadien de stabilisation du revenu agricole (PCSRA), Sylvia fait le point sur les progrès réalisés relativement au processus de mise à pied et à l'ordre inverse du mérite, et ajoute qu'elle rencontrera des représentants d'AAC en janvier pour en discuter davantage.

Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA)

Les membres du Conseil discutent de l'examen PI/EG, du courriel de Bill Morris et du processus de médiation. Sylvie fait savoir que les changements intervenus au cours de la haute direction ont ralenti les choses du fait que les nouveaux gestionnaires des RH ont été occupés à se mettre rapidement à jour. Une lettre signée par Yves, portant sur l'examen PI de longue date, a été envoyée un peu plus tôt cette semaine à Guimont, et une copie sera affichée sur notre site. Raphaël fait le point sur la question du recours en matière de dotation au Québec, précise que depuis plusieurs mois maintenant des représentants syndicaux ont accordé la priorité absolue à cette question et que cela a fini par payer, et que les EG3 qui travaillent à la transformation des aliments et qui ont six années d'expérience, peuvent maintenant se présenter aux postes de niveau EG4.

10. Suivi de la séance de planification

Ce point est renvoyé aux comités permanents des questions générales, des Statuts et des finances.

11. Le point sur la négociation collective et la santé et sécurité

À la suite d'une demande d'Yves, le négociateur de l'Alliance, Mike McNamara, s'est rendu à la réunion pour discuter de la prochaine ronde de négociations avec l'ACIA. Veuillez consulter le rapport du Comité permanent de la négociation collective pour une mise à jour sur la santé et la sécurité.

12. Rapports des comités permanents

Nota :

Toutes les résolutions du comité sont considérées comme ayant été proposées par le(la) président(e) respectif(ive) et appuyées par son(sa) suppléant(e).

Statuts et éducation

Raphaël Tarasco (coprésident) présente le rapport au nom du Comité (voir en annexe).

- Recommandation du Comité pour que les Statuts soient envoyés sous la forme d'un classeur.

P/A/A Adopté à l'unanimité – Vote consigné n° 2.

Nota : Conformément au débat, on fait remarquer que la décision ci-dessus sera présentée après le prochain congrès.

- Recommandation du Comité pour donner un cours de formation sur l'équilibre entre la vie professionnelle et la vie privée.

P/A/A Adopté à l'unanimité – Vote consigné n° 3.

Recommandation du Comité pour la formation et le mentorat des dirigeants nationaux : renvoyée au Comité accompagnée d'instructions.

P/A/A Kingston/MacRae – Vote consigné n° 4.

Après le renvoi, le Comité présente ce qui suit :

- Le Comité recommande qu'un manuel et un programme de mentorat soient élaborés pour tous les postes de dirigeants nationaux par le Comité des Statuts et de l'éducation.

P/A/A Adopté à l'unanimité – Vote consigné n° 5.

- Que le rapport du Comité permanent des Statuts et de l'éducation soit adopté.

P/A/A Adopté à l'unanimité – Vote consigné n° 6.

Comité des questions générales

Howard Willems et Michele Coe (coprésidente) présentent le rapport au nom du Comité (voir en annexe).

- Proposition de stratégie du Comité sur la question en cours de la PÉ dans la région de la capitale nationale.
P/A/A Adopté à l'unanimité – Vote consigné n° 7.
- Que le rapport du Comité permanent des questions générales soit adopté.
P/A/A Adopté à l'unanimité – Vote consigné n° 8.

Comité des finances et des communications

Debbie Forsythe présente le rapport au nom du Comité, lequel était coprésidé par Barry Payne.

- Recommandation du Comité sur les concours en vue du recrutement des cotisants Rand.
P/A/A Adopté à l'unanimité – Vote consigné n° 9.
- Proposition du Comité pour rédiger et présenter un énoncé de principes sur le Fonds de justice sociale au Conseil à temps pour le Congrès de 2008.
P/A/A Adopté à l'unanimité – Vote consigné n° 10.
- Que le rapport du Comité permanent des finances et des communications soit adopté.
P/A/A Adopté à l'unanimité – Vote consigné n° 11.

Comité de la négociation collective et de la santé et sécurité

Céline Préfontaine (coprésidente) présente le rapport au nom du Comité (voir en annexe).

- Que le rapport du Comité permanent de la négociation collective et de la santé et sécurité soit adopté.
P/A/A Adopté à l'unanimité – Vote consigné n° 12.

13. Le point sur le Comité de la réforme de l'inspection

L'équipe CRI se réunira en janvier 2007, et un rapport d'étape sera présenté à la prochaine réunion du Conseil.

14. Prochaines réunions du Conseil

Conformément au point 15 ci-après, quatre journées ont été bloquées pour la réunion de printemps du Conseil, et quatre journées également pour celle de l'automne.

Prochaine réunion : du 16 au 19 avril – journées de voyage les 15 et 20 avril. La réunion se tiendra à Ottawa.

15. Format de la réunion du Conseil national

Les membres du Conseil discutent de l'augmentation de la charge de travail affectée aux comités permanents, et au temps dont les comités disposent ou non à cet effet. Les membres discutent également des prochaines séances de formation prévues pour les réunions du Conseil.

Jackson propose, avec l'appui de Coe, la motion suivante :

- Qu'en 2007, le Conseil national se réunisse trois fois, et
- Que chaque réunion soit prolongée d'une journée (soit des réunions de quatre jours).

Motion pour diviser la motion ci-dessus : P/A Willems/Baergen – Motion adoptée.

- La première partie de la motion est **rejetée – Vote consigné n° 13.**
- La deuxième partie de la motion est **adoptée – Vote consigné n° 14.**

16. Discussion sur la Politique sur le harcèlement

20. Formation sur les plaintes de harcèlement

Les points 16 et 20 sont traités en même temps.

Sylvia précise quelles options sont à la disposition des membres qui pensent être l'objet de harcèlement. La première étape consiste à avoir une discussion informelle avec le(la) harceleur(euse) prétendu(e), et si cela ne produit pas de résultats, l'étape suivante est celle du dépôt d'une plainte. En cas d'échec, le dernier recours est celui de la procédure de règlement des griefs. Elle fait savoir que seuls les griefs sur le harcèlement sexuel et d'autres violations des droits de la personne peuvent aller à l'arbitrage.

17. Communications

Ce point est renvoyé au Comité permanent des finances et des communications.

18. Règlement 10

Ce point est renvoyé au Comité permanent des Statuts et de l'éducation.

19. Loi sur les services essentiels

Lisa Rossignol, agente des exclusions et désignations à l'Alliance, est présente pour participer à la discussion sur la loi en question avec le Conseil.

20. Formation sur les plaintes de harcèlement

Voir le point 16 ci-dessus.

21. Période de questions

Le Conseil tient une période de questions à la fin de la deuxième journée.

Avant de lever la séance, **Forsythe** propose la motion suivante, avec l'appui de **Willems** :

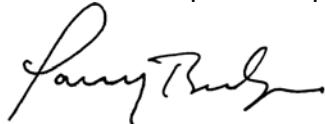
- Que l'Élément complémente la contribution à NASHI à 250 \$.
Adopté à l'unanimité.

Nota : Marianne Hladun participe à la collecte de fonds NASHI, et les membres du Conseil font un don de 185 \$. Conformément à la motion, l'Élément versera un montant complémentaire pour totaliser 250 \$.

Levée de la séance

- **P/A/A** – Payne/Tarasco : QUE la séance soit levée.

Procès-verbal présenté par,



Larry Budge
Agent d'administration

Rapport du Comité permanent des Statuts et de l'éducation

Participants :

Denis Sicard - Président
Ronald Filteau - VPR Sud de la Saskatchewan
Sam Barlin - VPR Manitoba, Nord-Ouest de l'Ontario et Nunavut
Idelta Vieira - Directrice nationale du MDN
Raphael Tarasco - VPR Ouest du Québec

Le Comité discute des points suivants :

Statuts et règlements

Les modifications aux Statuts et règlements du Syndicat de l'Agriculture, découlant de la réunion du Conseil de février, seront renvoyées au bureau national à des fins de distribution.

Denis Sicard et Idelta Vieira vérifieront la version française en cas d'erreurs ou d'omissions, puis remettront les erreurs au bureau national à des fins de modifications.

Motion du Comité des Statuts et règlements

Que les Statuts et règlements soient envoyés sous la forme d'un classeur et non pas sous celle d'un document relié.

Justification :

Les Statuts et règlements peuvent être ainsi facilement mis à jour. Les Statuts devraient faire partie du classeur Info clé, qui est envoyé à toutes les sections locales. Par ailleurs, lorsque des mises à jour sont faites, la date de la modification sera inscrite en bas de chaque page.

Motion proposée par : Idelta Vieira – directrice nationale du MDN

Motion appuyée par : Sam Barlin – VPR Manitoba, Nord-Ouest de l'Ontario et Nunavut

Éducation

Formation pour un juste équilibre entre la vie professionnelle et la vie privée

Le Comité est d'avis que cette formation est nécessaire pour les membres du Conseil national. Le Comité des Statuts et de l'éducation recommande qu'une formation soit organisée pour le Conseil national.

Le Comité demande l'aide du Comité de la négociation collective/santé et sécurité pour trouver les sources de la formation.

Motion proposée par : Ronald Filteau – VPR Sud de la Saskatchewan

Motion appuyée par : Raphael Tarasco – VPR Ouest du Québec

Formation et mentorat des dirigeants nationaux

Recommandation du Comité :

Que le Comité des communications et des Statuts élabore un manuel et un programme de mentorat pour tous les postes de dirigeant national.

Justification : Le Comité aimerait avoir un manuel pour tous les postes de dirigeant national de sorte que tous les nouveaux dirigeants puissent y trouver des explications détaillées de leurs fonctions.

Le programme de mentorat sera mis en œuvre de façon à permettre à tout dirigeant en place pour une longue période de guider les nouveaux dirigeants dans leurs nouvelles fonctions.

Motion proposée par : Sam Barlin – VPR Manitoba, Nord-Ouest de l'Ontario et Nunavut

Motion appuyée par : Idelta Vieira – directrice générale du MDN

Motion d'adoption de l'ensemble du rapport proposée par Denis Sicard, et appuyée par Ronald Filteau.

COMITÉ PERMANENT DES QUESTIONS GÉNÉRALES
Le 7 novembre 2006

PARTICIPANTS : Howard Willems, Michele Coe, Darrell-Lee McKenzie, Mike Vanson, Curt Elash, Marianne Hladun

Ordre du jour :

Sondage CSP

Séance de planification stratégique

Mise à jour : Rapport sur la PÉ

Points à prendre en considération pour de prochains ordres du jour : Plaintes en matière de dotation – Comment fonctionnent les processus? Les membres déposent-ils des plaintes?

Sondage CSP

1) Publication des résultats du sondage à l'Annexe A. À l'issue de discussions, le Comité permanent des questions générales détermine les suivis ci-après :

a) Préparer une liste de vérification sur la CSP à l'intention des sections locales.

DÉLAI : À distribuer aux sections locales d'ici le 15 décembre 2006.

b) Préparer une ébauche de modèle de mandat.

DÉLAI : À distribuer aux sections locales d'ici le 15 décembre 2006

c) Demander au Comité des finances/communication d'élargir les documents de ressources de la trousse Info clé du SA, Section 10 : Comité de consultation syndicale-patronale. Les données comprendront : Une liste de vérification pour la CSP, un modèle de mandat, des propositions de points à inscrire en permanence à l'ordre du jour des réunions des CSP.

DÉLAI : Le Comité des questions générales préparera les données et les transmettra au Comité des finances/communications à des fins d'examen à la prochaine réunion du Conseil national.

d) Demander que le Comité des Statuts et de l'éducation s'assure que les membres du Conseil national suivent une formation sur la façon d'aider les sections locales à avoir des CSP efficaces.

DÉLAI : À renvoyer au Comité des Statuts et de l'éducation en vue de la prochaine réunion du Conseil national.

MISE À JOUR SUR LA SÉANCE DE PLANIFICATION

1) Le Comité des questions générales élaborera une stratégie pour mobiliser les jeunes membres à une prochaine réunion.

SUIVI : Howard adressera une demande à l'Exécutif national pour s'assurer que le Comité permanent des questions générales dispose d'au moins une journée à la prochaine réunion du Conseil national pour aborder les affaires concernant le Comité.

2) Le Comité de la PÉ est chargé de préparer un guide sur l'inclusion pour les sections locales. Ce point sera à l'ordre du jour de la réunion du Comité les 4 et 5 décembre. Une ébauche de guide devrait être distribuée à des fins d'observations d'ici à la fin du mois de décembre 2006.

RAPPORT SUR LA PÉ

1) Le Comité de la PÉ du SA se réunira les 4 et 5 décembre 2006 -- une séance d'orientation aura lieu à l'intention des nouveaux membres le 3 décembre.

2) La question du congé de maternité/paternité a été réglée pour la membre concernée du Syndicat de l'Agriculture. Un avis à ce sujet sera bientôt affiché sur notre site. Le SA devrait être fier du fait qu'une question, soulevée sous la forme d'une résolution d'urgence au Congrès

triennal, a entraîné une revendication contractuelle dans le Programme de revendications pour toutes les unités de négociation au niveau fédéral.

3) Cette question, qui concernant une membre de la RCN, avait reçu beaucoup d'attention de la part des médias ainsi que d'autres Éléments. Une membre de la RCN, employée par l'ACIA, soit la consœur Maria Blair, avait en effet été jugée comme n'étant pas apte à travailler, et avait dû se rendre à Santé Canada pour y subir une évaluation de son aptitude au travail. Elle avait été mise en congé payé en attendant son évaluation. La question sous-jacente n'est pas de savoir si l'employeur a le droit d'envoyer des employé(e)s suivre une évaluation, mais plutôt celle qui concerne le fait que l'employé(e) a été sommée de suivre une évaluation qui ressemble à outil disciplinaire. Par ailleurs, la membre en question comptait 35 années de service, et selon certaines observations relevées dans la correspondance de l'ACIA, on en déduit qu'il s'agit peut-être également d'un cas de discrimination fondée sur l'âge. Divers articles ont été publiés dans des quotidiens d'Ottawa, de Toronto, d'Edmonton et de Calgary, en plus d'un reportage à la radio de la CBC. Le grief a été rejeté au premier palier, puis entendu au deuxième palier le mardi 7 novembre. Aucun détail n'a encore été publié.

Afin d'apporter son aide dans ce dossier, le Comité permanent des questions générales propose la stratégie suivante :

- afficher l'information sur le site Web à l'intention des membres, précisant leurs droits si on leur demande de subir une évaluation de leur aptitude au travail;
- afficher sur le site Web un document de Santé Canada précisant le protocole à suivre pour les évaluations de l'aptitude au travail;
- s'assurer que l'article du quotidien *Ottawa Sun* et l'entrevue à la radio de la CBC sont affichés sur le site du SA;
- demander au confrère Ducharme de travailler en collaboration avec le confrère Ed Cashman (VPER – RCN), et de soulever la question au CNA à des fins de discussion sur une stratégie de l'Alliance, et
- si le grief est rejeté au deuxième palier et que l'affaire est toujours en suspens, que le SA envisage de publier un communiqué de presse, et si nécessaire qu'un membre de l'Exécutif national soit désigné comme personne-contact avec les médias.

P/A/A Coe, McKenzie

ANNEXE A

Sondage CSP :

Objectifs du sondage sur la CSP :

- cerner les thèmes principaux des questions faisant actuellement l'objet de discussions aux comités de la CSP,
- préciser les grandes préoccupations concernant la CSP, et
- déterminer quelles ressources supplémentaires sont nécessaires pour avoir des CSP plus efficaces.

Résumé des réponses :

Nous avons reçu des réponses de 14 membres du Conseil national, concernant 57 sections locales du Syndicat de l'Agriculture.

1. Quelles sections locales organisent régulièrement des réunions de leur comité local de la CSP :

AAAC 26
ACIA 26
CCG 4
MDN 1
EFPC CFP 2

2. Assistez-vous à ces réunions sur la CSP?

Le Conseil national a indiqué que 19 réunions de CSP sont suivies.

3. Combien de fois ces réunions ont-elles lieu?

Tous les mois
Tous les trimestres 28
Deux fois par an 7
Une fois an 2
Autre :
Tous les trois ans 1
Selon les besoins 1
Ad Hoc 2

4. Le Comité actuel de la CSP a-t-il un mandat?

Oui – 27; Non – 30

Si oui, a-t-il été récemment révisé?

Oui – 21

5. Y a-t-il des points permanents à l'ordre du jour de ces réunions?

Oui – 18

Si oui, quels sont-ils? (le Comité a la liste complète)

6. Recevez-vous les procès-verbaux de ces réunions?

Oui – 30

7. Quelle note donneriez-vous à l'efficacité de votre comité de la CSP en ce qui a trait aux points inscrits à l'ordre du jour? (1 = excellent ; 5 = très mauvais)

1: 0 2: 11 3: 14 4: 5 5: 5

8. Les problèmes sont-ils réglés de façon opportune?

Oui - 16

9. Comment pourrait-on améliorer la situation? (le comité a la liste complète)

10. Si les problèmes ne sont pas réglés, y a-t-il un autre niveau de CSP auquel vous pouvez adresser vos préoccupations?

Oui – 27; Non – 7

11. Quelles ressources supplémentaires, selon vous, permettraient d'avoir des réunions plus efficaces? (le comité a la liste complète)

12. Observations (le comité a la liste complète)

Thèmes clés récurrents circonscrits dans le sondage :

1. Dotation (emploi de durée déterminée, réaffectation, charge/volume de travail, processus, intérimaire)
2. Formation et développement de la carrière
3. Examens du rendement et classification
4. Discussions en table ronde

Thèmes de préoccupations clés relativement aux comités de le CSP :

- Absence de responsabilité des représentants de la direction quant à leur présence aux réunions, avoir des communications et prendre des décisions dans des délais opportuns sur les questions soulevées.

Quelles ressources supplémentaires sont nécessaires pour que la CSP soit plus efficace :

- Formation conjointe pour les représentants du syndicat et de la direction (p. ex. : cours sur la CSP du PAM).
- Formation pour les VPR afin de former et d'aider les représentants locaux.
- Documents complémentaires dans la trousse Info clé du SA, par exemple : liste de vérification sur la CSP, liste des points permanents possibles à l'ordre du jour des réunions des comités locaux de la CSP, et modèle de mandat pour les comités de la CSP.

Rapport du Comité des finances et des communications Le 8 novembre 2006

Finances

Calcul du budget d'après 7 900 membres.

Effectifs actuels : 9 139.

Nombre de cotisants Rand : 1 164.

Le poste « Communications » a dépassé les montants prévus au budget du fait que nous avons plusieurs projets en cours et que nous en aurons encore d'autres.

Les tarifs per diem suivants sont en vigueur depuis le 1^{er} septembre 2006 :

Petit-déjeuner	12,50 \$
Déjeuner	12,00 \$
Dîner	33,60 \$
Faux-frais	<u>17,30 \$</u>
Total	75,40 \$

Communications

1. Trousse d'orientation

La trousse a été envoyée aux imprimeurs et sera distribuée la semaine prochaine.

Le Comité discute ensuite des cartes d'adhésion et décide qu'il y aura une carte dans les deux trousse. La lettre de bienvenue insistera sur l'importance pour les membres de signer et de renvoyer les cartes.

2. Campagne de recrutement des cotisants Rand

À l'heure actuelle, nous comptons plus de 10 % de cotisants Rand.

Le Comité discute des moyens à prendre pour diminuer le nombre de cotisants Rand, et recommande ce qui suit :

Motion : Debbie/Barry – Que nous ayons deux concours :

Concours #1 – Pour chaque membre qui signe une carte d'adhésion, son nom sera entré dans un tirage mensuel d'un prix.

Concours #2 –

- (a) les sections qui n'ont pas de cotisants Rand recevront un prix dont elles pourront se servir selon leur bon vouloir;
- (b) pour les sections ayant des cotisants Rand, des prix seront accordés d'après une formule que le Comité recommandera afin d'assurer l'égalité entre les sections.

Le Comité recommande que le concours se déroule du 1^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2007.

3. Fonds de justice sociale

Le Comité discute des avantages de faire un don monétaire au Fonds de justice sociale de l'Alliance. En tant qu'organisme ayant une conscience sociale, le Syndicat de l'Agriculture se doit d'aider ceux et celles qui sont les moins fortunés.

Motion : Debbie/Barry – Par conséquent, nous proposons que le Comité rédige un énoncé de principes qu'il présentera au Conseil à des fins de discussions, dans le but de le faire adopter au Congrès de 2008 si nous sommes dans une situation financière de le faire.

4. Examen PI

Sylvie Rochon rédigera un modèle de lettre à afficher sur le site Web à l'intention des membres, que ces derniers pourront utiliser dans le cadre d'une campagne d'envoi de lettres aux députés. En outre, nous afficherons des renseignements à utiliser dans un courriel à François Guimont et à tous les anciens vice-présidents de l'ACIA. Il sera conseillé aux membres de s'entretenir avec leurs gestionnaires à ce propos.

Par ailleurs, Sylvie préparera une chronologie des événements, puis l'enverra à tous les VPR et présidents de section, dont ils pourront se servir lors de discussions avec leurs membres. Les VPR doivent informer leurs membres de ne pas appeler le bureau national pour recevoir des renseignements en la matière.

5. Calendrier des événements

Les dates des réunions nationales seront affichées sur le site Web. Les procès-verbaux des réunions seront également affichés dès que nous les aurons, du fait qu'il y a un long retard entre la date à laquelle nous les recevons de l'employeur, et celle où elles seront affichées. Si le président ou le vice-président ne sont pas au bureau pendant une longue période, ces documents seront néanmoins affichés sur le site.

6. Sondage hebdomadaire des membres

Le Comité discute des avantages d'afficher une question toutes les semaines sur le site Web. Plusieurs questions ont été soulevées sur la façon dont cela devrait être administré; par conséquent, il sera demandé à Allan Pryde de fournir des renseignements complémentaires sur la logistique. Dès que le Comité aura ces réponses, nous aurons d'autres discussions sur la question.

7. Équilibre entre la vie professionnelle et la vie privée

Cette question est un suivi du rapport sur la planification stratégique. Le Comité préparera un encart pour la trousse Info clé. Le Comité discutera d'une ébauche à la prochaine réunion du Conseil.

8. Lettre de fin d'année

La lettre de fin d'année à envoyer à tous les membres est actuellement en voie de rédaction. Elle devrait être envoyée d'ici la deuxième semaine du mois de décembre, avec le bulletin sur la santé et sécurité.

9. Bourse ICL

Les demandes de bourse ont été examinées à la réunion de l'Exécutif de septembre; du fait qu'aucune bourse n'a été accordée en 2005, il y en aura donc deux en 2006. Dès que nous aurons confirmation de l'acceptation à l'université des deux candidates retenues, leurs noms seront affichés sur le site.

10. Scrutin de la Table 3 (catégorie Services techniques)

Le scrutin des membres de la Table 3 permettant de choisir soit la conciliation/grève ou l'arbitrage exécutoire, sera organisé par l'Alliance par envoi direct au domicile des membres. Les bulletins seront envoyés d'ici à la mi-novembre, et devront être retournés au plus tard le 11 décembre. Le Syndicat de l'Agriculture affichera dès que possible un article sur son site prévenant les membres que nous sommes en faveur de la conciliation/grève.

11. Résolution C-14 du Congrès du Syndicat de l'Agriculture

Cette résolution demande au Syndicat de l'Agriculture de prévoir et de mettre à jour un secteur sur son site Web qui sera consacré aux questions de la santé et de la sécurité, à des contacts nationaux et autres, etc. Il sera demandé à Allan Pryde de créer une page sur la santé et la sécurité sur le site Web, comportant un lien direct depuis la page principale. Le Comité est d'avis que la responsabilité des documents à afficher sur cette page incombe au Comité de la négociation collective et de la santé et sécurité.

12. Site Web du Syndicat de l'Agriculture

Le Comité a examiné le site et y a trouvé quelques petits problèmes qui seront rectifiés.

Rapport du Comité de la négociation collective et de la santé et sécurité au travail

Participants : Bob Kingston
André Grégoire
Meraiah Krebs
John Langs
Glenn Miller
Céline Préfontaine
Fabian Murphy

Ordre du Jour

Santé et sécurité

1. Commission des accidents du travail de la Saskatchewan
2. Bulletin de la santé et sécurité et prochains articles
3. Campylobactérie
4. Travail dans les locaux d'une tierce partie
5. Le point sur la négociation collective et sur les politiques conjointes à élaborer : « Bons samaritains » et congé syndical

1. Un directeur de la région de la Saskatchewan à l'ACIA, Bill Morse, a conseillé aux employé(e)s, dans une lettre de service, d'acheter une police d'assurance-salaire complémentaire pour s'assurer, en cas d'accident au travail, d'être protégé au-delà du plafond des prestations annuelles de la Commission des accidents du travail de la Saskatchewan fixé à 55 000 \$.

Que devons-nous dire à nos membres?

Après des discussions et un échange d'information, il est proposé de faire de la question du congé d'accident au travail et de l'indemnisation des travailleurs un article dans le prochain bulletin sur la santé et sécurité à publier en décembre. Les membres du Comité donnent leur accord.

FAIT : Les provinces imposent un plafond aux prestations annuelles qui remplacent le salaire; la prestation de remplacement du salaire n'est pas imposable; Travail Canada (RHDSC) met en application la *Loi sur l'indemnisation des agents de l'État* (LIAE); la politique du Conseil du Trésor et la convention collective précisent qu'un examen des demandes d'indemnisation est effectué lorsque l'employé(e) blessé(e) est en congé d'accident du travail depuis 60 jours; ce congé d'accident du travail ne commence qu'après l'approbation par la Commission des accidents du travail de la demande d'indemnisation du (de la) travailleur(euse) blessé(e). Le confrère Murphy examinera le rabais proposé par T-N&L aux employeurs ayant un faible taux d'accident.

2. Thèmes pour le bulletin sur la santé et sécurité
 - Congé d'accident du travail/indemnisation des employé(e)s : droits des membres (faible taux d'appel sur les refus de la Commission des accidents du travail)
 - Petits conseils saisonniers en matière de sécurité

- Programmes de bien-être au travail
- Graphique du Programme de protection contre les dangers, illustrant les principaux éléments :
 - identification des dangers au travail
 - inspections des lieux de travail
 - enquête des accidents au travail
- Questionnaire sur la CAT à inclure dans le bulletin

3. Campylobactérie / Listeria / Salmonelle

- le Comité national de la SST de l'ACIA a identifié la campylobactérie comme un danger au travail lors de sa réunion (il y a deux à trois ans);
- le Comité national de la SST a publié un bulletin sur la campylobactérie et d'autres contaminants bactériologiques;
- l'orientation des nouveaux employé(e)s devrait inclure les risques liés à l'exposition à la campylobactérie et les mesures de protection nécessaires;
- la campylobactérie figurera à l'ordre du jour de la réunion du 13 décembre du Comité national de la SST de l'ACIA, au cours de laquelle le syndicat demandera à l'Agence de mettre à jour puis de redistribuer le bulletin.

4. Travail dans les locaux d'une tierce partie: « Les inspecteurs sont-ils tenus de se conformer aux demandes de tierces parties concernant le port d'équipement de protection spécifique? »

OUI : L'ACIA a comme politique de respecter la pratique la plus stricte.

5. Le point sur les politiques conjointes/négociation collective

- Politique sur les bons samaritains : aucun problème n'a été consigné quant au congé payé d'autres employeurs que l'ACIA pour des dons de sang ou de moelle osseuse : il n'est donc pas nécessaire de soulever des préoccupations sur cette question ailleurs; il s'agit d'une revendication contractuelle pour l'équipe de l'ACIA.
- Congé syndical payé et non payé : le Programme de revendications du CNA, pour toutes les unités, inclut une revendication pour un plus grand nombre de congés syndicaux payés et non payés avec moins de restrictions; les données recueillies par Bob Kingston révèlent que tous les membres du Conseil national passent plus de temps sur les cas de l'ACIA. Les chiffres seront présentés d'ici peu de temps afin d'obtenir une plus grande souplesse dans les congés syndicaux auprès de l'ACIA.

National Council Nov 2006
 Conseil National Nov 2006

Recorded Votes/Votes Consignés

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
Baergen	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2	1
Barlin	1	1	1	3	1	1	3	1	1	1	1	1	2	1
Coe	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Elash	1	1	1	2	1	1	1	1	1	1	1	1	2	1
Filteau	1	1	1	2	1	1	1	1	1	1	1	4	2	1
Forsythe	1	1	1	1	1	1	2	1	1	1	1	1	2	2
Grégoire	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2	1
Hladun	1	1	1	1	1	1	3	1	1	1	1	4	1	1
Jackson	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Kingston	1	1	1	1	4	4	1	1	1	1	1	1	2	1
Langs	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	4	4	4
MacKenzie	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2	1
MacRae	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2	1
Miller	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2	1
Murphy	4	1	1	1	1	1	2	1	1	1	1	1	2	1
Payne	1	1	1	3	1	1	1	1	1	1	1	1	2	1
Préfontaine	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	4	4
Sicard	1	1	1	2	1	1	2	1	1	1	1	1	4	4
Tarasco	1	1	1	2	1	1	1	1	1	1	1	1	4	4
Vanson	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Vieira	1	1	1	2	1	1	1	1	1	1	4	1	1	4
Willems	4	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2	1
Ducharme	1	1	1	1	1	1	4	4	1	1	1	1	2	1

1=yes/pour 2=no/non 3=abstain/abstention 4=absent